

Le 28 juin 2019,

SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA POSTE 92

46 réunions de négociations appuyées par 15 mois de grève gâchés à deux doigts de l'issue, sur un point de blocage aussi illégitime que stupéfiant : le bon droit de l'employeur de sanctionner les grévistes.

Mais que fait notre ministère du dialogue social, si prompt d'ordinaire à exhorter les négociateurs jugés trop obtus à davantage de compromis ?

Ce que l'Etat fait, c'est ce qu'il a toujours fait : protéger la direction de La Poste, comme celle de la SNCF, d'Air France, et tant d'autres encore. Il n'hésite pas pour cela à s'asseoir sur l'Etat de droit, le même Etat de droit qu'il invoque quand il s'agit de justifier que sa police matraque et emprisonne nos camarades et que la justice les condamne à de trop lourdes peines.

Le ministère du travail ne fait pas exception. Par exemple :

- Il interdit, après la privatisation, à l'inspection du travail de contrôler La Poste sous prétexte d'absence de compétence, interdiction finalement cassée par le Conseil d'Etat ;
- Il s'assoit sur le refus de l'inspection du travail d'autoriser le licenciement de Gaël, et autorise ce licenciement dans une démarche manifestement plus politique que juridique.

Pourtant, à l'inspection du travail, on connaît bien La Poste :

- On la connaît pour son exploitation des salarié·es de la sous-traitance,
 - On la connaît pour son recours abusif aux contrats précaires,
 - On la connaît pour ses suicides, et plus largement toutes les manifestations de souffrance au travail liées au management et au sous-effectif,
 - On la connaît pour son cortège de mesures de rétorsion contre les syndicalistes et les grévistes,
- ...

Et, à l'inspection du travail, on connaît bien ces méthodes puisque Pénicaud les fait scrupuleusement appliquer en interne.

On n'a jamais vu une telle saignée des effectifs et un tel rythme de réorganisations, faisant et défaisant sans cesse, conduisant certaines au départ volontaire et laissant les autres abasourdi·es et sans plus de sens du métier.

On n'a jamais vu le sens du service public aussi dévoyé : le peu d'effectif qu'il nous reste, il faudrait qu'il délaisse les usager·es pour n'obéir qu'aux plans d'action nationaux, régionaux, locaux. Objectifs individuels, primes au mérite, pressions plus ou moins discrètes mais toujours individualisées sont les matraques de nos manager·es pour nous contraindre à alimenter la bureaucratie hiérarchique, bureaucratie qui a à cœur d'alimenter la politique de la ministre avec leurs petits espoirs mesquins de promotion, politique de la ministre qui se résume à des opérations de com'... d'autant plus pathétiques quand on est si coutumière des lapsus révélateurs.

Chez nous aussi, on ment sans cesse, on dissimule, on n'est pas avare de discours hypocrites et de langage dévoyé sur les valeurs, la déontologie, obligeant les syndicats à multiplier les coups pour confronter les directions, offrant de nouveaux prétextes à une répression antisyndicale qui n'est qu'une politique de terreur.

Nous aussi, le 19 juillet, nous nous rassemblerons pour nous opposer à une nouvelle commission de discipline, accompagnée d'une plainte pénale, contre une représentante de SUD pour des faits commis en réunion d'instance.

Le syndicat avait décidé de confronter le directeur général adjoint à ses propres écrits, qui révélaient sans ambiguïté les manœuvres employées et sur les effectifs réels et sur la nouvelle saignée déjà chiffrée, et qui détaillait même ouvertement cette stratégie de dissimulation.

La violence est la même partout et elle est dans le camp d'en face ! Alors que le procès France Télécom / Orange rend public ce que sont vraiment les méthodes du patronat (Etat inclus), des méthodes de harcèlement de masse, partout l'autoritarisme et la répression s'intensifient pour faire passer leurs réorganisations, pour détruire les emplois et, au final, augmenter l'exploitation de chacun·e d'entre nous.

Contrairement aux choses qui LEUR sont si chères, nos libertés, qui NOUS sont si chères, ne s'usent que quand on ne les utilise pas !

COLLECTIVEMENT, ne cédon's rien aux menaces et aux coups !

COLLECTIVEMENT, lutton's pour le progrès social et démocratique !